

<http://ugtg.org/spip.php?article2527>



# La Guadeloupe compte 69 morts du COVID au 1er octobre 2020

- Expressions - Communiqués -



Date de mise en ligne dimanche 4 octobre 2020

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

Lors de leur dernière Conférence de presse, le Préfet et la Directrice de l'ARS ont annoncé 57 décès depuis le début de l'épidémie dont 15 pour cette dernière semaine.

Ne faisant aucunement confiance aux représentants du système colonial, habitués aux mensonges d'état (sonjé klòwdékòn), nous avons pris le temps de consulter le site GEODES Santé Publique France qui recense l'ensemble des « chiffres clefs » relatifs au COVID-19.

Ainsi, ce ne sont pas 57 morts qui ont été recensés en Guadeloupe mais 69 décès (source SI-VIC) depuis mars 2020. Ce sont 50 personnes qui ont perdu la vie en Septembre 2020, en Guadeloupe, dont 20 dans la semaine du 22 au 29 septembre alors que la Martinique compte 21 décès au total depuis mars 2020.

MAIS TOUT VA BIEN !! L'ARS et le CHU contrôlent. SÉ PÉTÈT MALÉDISYON NOU NI !!

Ainsi, nous sommes face à un mensonge d'État, une manipulation des chiffres pour tromper la population quant à la gravité de la situation, quant à la défaillance du système de santé et surtout pour exonérer les services de l'État de leur responsabilité.

Dès lors, nous comprenons mieux les décisions du Tribunal Administratif de Basse-Terre qui a rejeté l'ensemble de nos demandes arguant que l'ARS et le CHU sont irréprochables, tout va bien.

Dans le second dossier, il ira jusqu'à dire que l'UGTG ne peut demander à la Directrice de respecter la dignité et l'intimité des Guadeloupéens.

Nous l'avons compris, il faut sauver le soldat DENUX, il faut sauver l'ordre colonial, il faut sauver le mensonge et le crime au mépris de la justice, au mépris du droit à la vie.

Oui, chacun devra assumer ses responsabilités et toutes ses responsabilités et l'UGTG y veillera, sans relâche.

Oui, l'UGTG affirme que les services de l'État, Préfecture, ARS, CHU sont coupables d'un véritable crime contre la population guadeloupéenne pour avoir mis en danger les guadeloupéens, pour avoir laissé mourir plusieurs dizaines de personnes et en cachant la vérité sur les capacités réelles du système de santé à prendre en charge la population en détresse.

L'UGTG réclame justice et vérité pour toutes les victimes et prendra toutes les mesures visant à combattre ces dérives inacceptables de l'État. PON DISOU PA PÈD.

NOU PÉKÉ FÈ DÈYÈ !!!

Le Secrétaire Général

Pointe-à-Pitre, le 02 Octobre 2020

Eli DOMOTA